

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2009 — 2453 (2009 — 2302) [C — 2009/00470]

8 MARS 2009. — *Loi modifiant l'article 12bis de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.* — Addendum

Au *Moniteur belge* n° 225 du 2 juillet 2009, page 45239, il y lieu de compléter l'intitulé de la loi du 8 mars 2009 précitée par la référence « (1) » renvoyant à la note de bas de page rédigée comme suit :

«

—————
Note

(1) *Session extraordinaire 2007.*

Sénat.

Documents parlementaires. — Proposition de loi de M. Moureaux et de Mme Bouarfa, n° 4-77/1.

Session ordinaire 2007-2008.

Sénat.

Documents parlementaires. — Amendements, n° 4-77/2.

Session ordinaire 2008-2009.

Sénat.

Documents parlementaires. — Amendements, n° 4-77/3. — Rapport, n° 4-77/4. — Texte adopté par la Commission, n° 4-77/5. — Texte adopté en séance plénière et soumis à la Chambre des représentants, n° 4-77/6.

Annales. — 18 décembre 2008.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet transmis par le Sénat, n° 52-1695/1. — Rapport, n° 52-1695/2. — Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, n° 52-1695/3.

Compte rendu intégral. — 5 février 2009. ».

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2009 — 2454 [C — 2009/00471]

8 MARS 2009. — *Arrêté royal relatif à l'examen de connaissance linguistique prévu par l'article 39/21, § 2, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers*

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, notamment l'article 39/21, inséré par la loi du 15 septembre 2006 réformant le Conseil d'Etat et créant un Conseil du Contentieux des Etrangers;

Vu l'avis de la commission permanente de contrôle linguistique donné le 14 mars 2008;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 4 novembre 2008;

Vu le protocole n° 145/2 du 24 décembre 2008 du Comité de secteur 1 - Administration générale;

Vu l'avis du Conseil d'Etat 43.763/4, donné le 26 novembre 2007;

Sur la proposition de Notre Ministre de la politique de Migration et d'Asile,

Arrête :

Article 1^{er}. Les jurys chargés de procéder aux épreuves françaises et les jurys chargés de procéder aux épreuves néerlandaises, qui peuvent être présentées par les membres du Conseil du Contentieux des Etrangers, du greffe, par l'administrateur ainsi que par les membres du personnel administratif du Conseil du Contentieux des Etrangers, se composent chacun d'un président, choisi parmi le premier président ou

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2009 — 2453 (2009 — 2302) [C — 2009/00470]

8 MAART 2009. — *Wet tot wijziging van artikel 12bis van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.* — Addendum

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 225 van 2 juli 2009, pagina 45239, moet de titel van de voornoemde wet van 8 maart 2009 aangevuld worden met de referentie « (1) », die verwijst naar de voetnoot, luidend als volgt :

«

—————
Nota

(1) *Buitengewone zitting 2007.*

Senaat.

Parlementaire documenten. — Wetsvoorstel van de heer Moureaux en Mevr. Bouarfa, nr. 4-77/1.

Gewone zitting 2007-2008.

Senaat.

Parlementaire documenten. — Amendementen, nr. 4-77/2.

Gewone zitting 2008-2009.

Senaat.

Parlementaire documenten. — Amendementen, nr. 4-77/3. — Verslag, nr. 4-77/4. — Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 4-77/5. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en voorgelegd aan de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 4-77/6.

Handelingen. — 18 december 2008.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire documenten. — Ontwerp overgezonden door de Senaat, nr. 52-1695/1. — Verslag, nr. 52-1695/2. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, nr. 52-1695/3.

Integraal verslag. — 5 februari 2009. ».

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2009 — 2454 [C — 2009/00471]

8 MAART 2009. — *Koninklijk besluit betreffende het taalexamen bedoeld in artikel 39/21, § 2, derde lid, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.*

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, inzonderheid op artikel 39/21, ingevoegd bij wet van 15 september 2006 tot hervorming van de Raad van State en tot oprichting van een Raad voor Vreemdelingenbetwistingen;

Gelet op het advies van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht, gegeven op 14 maart 2008;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 4 november 2008;

Gelet op het protocol nr. 145/2 van 24 december 2008 van het Sectorcomité I - Algemeen bestuur;

Gelet op advies 43.763/4 van de Raad van State, gegeven op 26 november 2007;

Op de voordracht van Onze Minister van Migratie- en Asielbeleid,

Besluit :

Artikel 1. De examencommissies belast met het afnemen van de Nederlandse examens en die belast met het afnemen van de Franse examens welke afgelegd kunnen worden door de leden van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, van de griffie, de beheerder alsook de administratieve personeelsleden van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen bestaan ieder uit een voorzitter gekozen uit de eerste

le président du Conseil du Contentieux des Etrangers, de deux membres du Conseil du Contentieux des Etrangers, d'un membre du greffe, de l'administrateur ou d'un membre du personnel administratif. Les membres du jury sont nommés par le Ministre de la Politique de Migration et d'Asile.

Art. 2. Le président désigne un secrétaire parmi les membres du jury.

Art. 3. Le président veille à la régularité des opérations. Il a la police de la séance.

Art. 4. Le secrétaire tient les écritures et rédige les procès-verbaux, qui sont consignés dans un registre ad hoc.

Art. 5. Toute demande d'inscription est adressée par lettre recommandée ou contre accusé de réception au premier président du Conseil du Contentieux des Etrangers. Elle fait mention du diplôme dont le candidat est porteur et indique la langue sur la connaissance de laquelle il entend être interrogé. Le premier président adresse la liste des candidats au président du jury, qui fixe sans tarder la date à laquelle les candidats seront examinés.

Le secrétaire les avertit du jour auquel ils seront appelés à se présenter.

Il devra s'écouler un délai de huit jours au moins entre le jour de la réception de la lettre recommandée avec accusé de réception ou de la délivrance de l'accusé de réception et celui où les examens doivent avoir lieu.

Art. 6. § 1^{er}. L'épreuve sur la connaissance de l'une des langues susvisées se compose d'un examen oral et d'un examen écrit.

L'examen oral est public. Il précède l'examen écrit.

§ 2. En vue de préparer l'examen oral, le candidat reçoit un texte rédigé dans la langue faisant l'objet de l'examen. Il dispose de temps pour lire ce texte. Ensuite, durant l'examen oral, il commente le texte et une discussion sur le texte suit.

L'examen oral dure une demi-heure maximum, sans compter le temps de préparation.

Tous les candidats ayant été interrogés et s'étant retirés, le jury délibère séance tenante et décide s'il y a lieu de les admettre à l'examen écrit.

Le résultat de la délibération est inscrit au procès-verbal et proclamé immédiatement en séance publique.

Art. 7. L'épreuve écrite consiste en la rédaction d'un commentaire, dans la langue faisant l'objet de l'examen, d'une loi, d'un règlement, d'un arrêt du Conseil du Contentieux des Etrangers ou d'un autre texte, rédigé dans l'autre langue en rapport avec la fonction.

Les candidats doivent pouvoir disposer, pour cette épreuve, d'au moins deux heures. Les candidats ne peuvent communiquer entre eux. Ils peuvent se servir de livres et de dictionnaires juridiques, ainsi que de codes.

Le jury délibère, à huis clos, sur l'admission définitive des candidats. Le résultat de la délibération est inscrit au procès-verbal. Il est également certifié dans le procès-verbal que les prescriptions de la loi et du présent arrêté ont été observées. Il est revêtu de la signature du président et de tous les membres du jury qui ont procédé à l'examen.

Lecture en est immédiatement faite en séance publique.

Art. 8. Le jury ne peut prononcer que l'admission ou l'ajournement. Aucun degré de mérite ne peut être ajouté à l'admission, ni dans les procès-verbaux, ni dans les certificats délivrés par le jury.

Art. 9. Nul ne peut, sous peine de nullité, prendre part, en qualité de membre du jury, à l'examen de son conjoint, d'un parent ou d'un allié, jusque et y compris le quatrième degré.

Art. 10. Les certificats délivrés par le jury sont rédigés conformément au modèle annexé au présent arrêté.

Ils portent la signature du président et de tous les membres du jury qui ont assisté à l'examen

Art. 11. Si un membre du greffe, l'administrateur ou un membre du personnel administratif du Conseil du Contentieux des Etrangers souhaite passer l'examen prévu à l'article 39/21, § 2, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, et qu'il n'y a pas, au moment où l'examen a lieu, de membre du greffe nommé du rôle linguistique dans

voorzitter of de voorzitter van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, twee leden van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, een lid van de griffie, de beheerder of een lid van het administratief personeel. De leden van de examencommissie worden door de Minister van Migratie en -Asielbeleid benoemd.

Art. 2. De voorzitter wijst uit de leden van de examencommissie een secretaris aan.

Art. 3. De voorzitter waakt over de regelmatigheid van de verrichtingen. Hij handhaaft de orde op de vergadering.

Art. 4. De secretaris houdt de geschriften bij en maakt de notulen op. Deze worden in een daartoe bestemd register ingeschreven.

Art. 5. Elke vraag om inschrijving wordt bij aangetekende brief of tegen ontvangstbewijs aan de eerste voorzitter van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen gezonden. Daarin zijn vermeld: het diploma dat de examinandus bezit en de taal over de kennis waarvan hij wil ondervraagd worden. De eerste voorzitter stuurt de lijst van de examinandi aan de voorzitter van de examencommissie, die onverwijld de datum vaststelt waarop de examinandi zullen ondervraagd worden.

De secretaris deelt mee op welke dag zij zich moeten aanmelden.

Er moet een termijn van ten minste acht dagen verlopen tussen de dag waarop de aangetekende brief met ontvangstmelding ontvangen werd of het ontvangstbewijs werd afgeleverd en die waarop de examens moeten plaatsvinden.

Art. 6. § 1. Het examen over de kennis van een van de vorenvermelde talen omvat een mondeling en schriftelijk gedeelte.

Het mondelinge gedeelte geschiedt in het openbaar. Het gaat het schriftelijke gedeelte vooraf.

§ 2. Ter voorbereiding van het mondelinge gedeelte wordt de examinandus een tekst voorgelegd in de taal waarover het examen loopt. Hij krijgt de tijd om deze tekst te lezen. Daarna licht hij tijdens het mondelinge gedeelte de tekst toe en volgt er een gesprek over de tekst.

Het mondelinge gedeelte, met uitsluiting van de voorbereidingstijd, duurt maximum een half uur.

Wanneer al de examinandi ondervraagd zijn en zich verwijderd hebben, beraadslaagt de examencommissie op staande voet en beslist of zij tot het schriftelijk gedeelte kunnen worden toegelaten.

De uitslag van de beraadslaging wordt in de notulen vermeld en onmiddellijk in openbare zitting afgekondigd.

Art. 7. Het schriftelijke gedeelte bestaat in het redigeren, in de taal waarover het examen loopt, van een commentaar op een in de andere taal gestelde wet, verordening, arrest van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen of een andere tekst die verband houdt met de functie.

De examinandi moeten voor dit gedeelte over ten minste twee uren beschikken. De examinandi mogen geen contact hebben met elkaar. Zij mogen zich van juridische boeken en woordenboeken alsmede van wetboeken bedienen.

De examencommissie beraadslaagt met gesloten deuren over de definitieve toelating van de examinandi. De uitslag van de beraadslaging wordt in de notulen opgeschreven. Daarin wordt ook bevestigd dat de voorschriften van de wet en van dit besluit in acht genomen zijn. De notulen worden ondertekend door de voorzitter en door alle leden van de examencommissie die het examen afgenomen hebben.

Er wordt onmiddellijk in openbare zitting voorlezing van gedaan.

Art. 8. De examencommissie kan slechts tot toelating of verdaging besluiten. Geen graad van verdienste mag aan de toelating toegevoegd worden, noch de notulen, noch in de getuigschriften die de examencommissie uitreikt.

Art. 9. Niemand mag, op straffe van nietigheid, als lid van de examencommissie betrokken zijn bij het examen van zijn echtgenoot, van een bloed- of aanverwant tot en met de vierde graad.

Art. 10. De door de examencommissie afgegeven getuigschriften zijn opgesteld overeenkomstig het bij dit besluit gevoegde model.

Zij worden ondertekend door de voorzitter en door alle leden van de examencommissie die het examen hebben bijgewoond.

Art. 11. Indien een lid van de griffie, de beheerder of een administratief personeelslid van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen het in artikel 39/21, § 2, derde lid, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen bepaalde examen wenst af te leggen, en er is op het ogenblik dat het examen plaatsvindt geen lid van

lequel l'examen se déroule, un magistrat du Conseil, qui satisfait aux exigences linguistiques, est désigné.

Art. 12. Notre Ministre qui a la Politique de Migration et d'Asile dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 mars 2009.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la politique de Migration et d'Asile,
Mme A. TURTELBOOM

Annexe

Service public fédéral Intérieur

Certificat

Nous, président et membres du jury chargé de procéder à l'examen prévu par l'article 39/21, § 2, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;

Vu l'arrêté royal du organisant les examens permettant aux titulaires de fonctions au Conseil du Contentieux des Etrangers de satisfaire au prescrit de l'article 39/21, § 2, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;

Attendu que
Né à
le
a subi avec succès l'épreuve orale et l'épreuve écrite dudit examen;

Nous avons constaté et certifions que ... a justifié de la connaissance de la langue française.

En foi de quoi nous lui avons délivré le présent certificat.

Fait à Bruxelles, le 8 mars 2009.

Le président du jury,

Le secrétaire,

Les membres,

Signature du porteur du certificat :

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 8 mars 2009.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Politique de Migration et d'Asile,
Mme A. TURTELBOOM

**SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE**

F. 2009 — 2455

[2009/202708]

28 JUNI 2009. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail n° 10^{sexies} du 1^{er} avril 2009, conclue au sein du Conseil national du Travail, modifiant la convention collective de travail n° 10 relative aux licenciements collectifs (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la convention collective de travail n° 10 du 8 mai 1973 relative aux licenciements collectifs, modifiée en dernier lieu par la convention collective du travail n° 10^{quinquies} du 17 novembre 1999, conventions conclues au sein du Conseil national du Travail, et rendues obligatoires respectivement par les arrêtés royaux du 6 août 1973 et du 16 février 2000;

de griffie benoemd in de taalrol waarin het examen wordt afgelegd, dan wordt een magistraat van de Raad aangewezen die voldoet aan de taalvereisten.

Art. 12. Onze Minister bevoegd voor Migratie- en Asielbeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 maart 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Migratie- en Asielbeleid,
Mevr. A. TURTELBOOM

Bijlage

Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken

Getuigschrift

Wij, voorzitter en leden van de examencommissie, belast met het afnemen van het examen ingesteld bij artikel 39/21, § 2, derde lid, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

Gelet op het koninklijk besluit van tot regeling van de examens waarbij de ambtsdragers van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen in de gelegenheid gesteld worden te voldoen aan het voorschrift van artikel 39/21, § 2, derde lid, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

Aangezien
geboren te
op
voormeld examen schriftelijk en mondeling, met goede uitslag afgelegd heeft;

We hebben vastgesteld en bevestigen dat het bewijs heeft geleverd van de kennis van de Nederlandse taal.

Ten blijke waarvan wij dit getuigschrift hebben afgegeven.

Gedaan te Brussel,

De voorzitter van de examencommissie,

De secretaris,

De leden,

Handtekening van de houder van het getuigschrift :

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 8 maart 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Migratie- en Asielbeleid,
Mevr. A. TURTELBOOM

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG**

N. 2009 — 2455

[2009/202708]

28 JUNI 2009. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 10^{sexies} van 1 april 2009, gesloten in de Nationale Arbeidsraad, tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 10 betreffende het collectief ontslag (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 10 van 8 mei 1973 betreffende het collectief ontslag, de laatste keer gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 10^{quinquies} van 17 november 1999, overeenkomsten gesloten in de Nationale Arbeidsraad en respectievelijk algemeen verbindend verklaard door de koninklijke besluiten van 6 augustus 1973 en van 16 februari 2000;